

Programme de bourses de l'ICANN : révision du processus de demande

Recherche à l'appui

Contexte :

À l'approche du dixième anniversaire du programme de bourses de l'ICANN, le département chargé du développement et de la responsabilité publique cherche à évaluer et à améliorer davantage cette initiative réussie de façon à ce que ce programme puisse continuer de prospérer tout en répondant aux besoins de la communauté de l'ICANN. L'exécution de cette révision est assortie de l'exigence fondamentale selon laquelle le processus de sélection des boursiers demeure responsable, transparent et indépendant, en continuant certes à renforcer le modèle multipartite de l'ICANN.

Lorsque le programme de bourses a été lancé en 2007, l'objectif primordial était de renforcer les capacités au sein du modèle multipartite de l'ICANN (spécifiquement en ce qui concerne les gouvernements et les domaines de premier niveau géographiques) en faisant participer des voix plus diversifiées à l'ICANN de manière à obtenir une prise de décisions plus inclusive, représentative de la communauté mondiale de l'ICANN. L'équipe du projet a examiné, en concevant le programme, ce que d'autres organisations similaires avaient mis en place pour des programmes d'attribution de bourses et ce qu'elles faisaient par rapport au processus de demande dans son ensemble. La plupart des programmes de cette nature accordaient la priorité aux candidats venant de pays en développement. En outre, aux premiers temps du programme de bourses, les besoins financiers semblaient figurer en tête des obstacles que devaient surmonter les boursiers potentiels. Cela étant, l'ICANN octroie les bourses à des candidats issus d'économies à faible revenu, à revenu moyen inférieur et à revenu moyen supérieur telles [qu'identifiées](#) par la Banque mondiale pour garantir l'objectivité, la transparence et l'indépendance du processus d'évaluation. Par la suite, en 2011, l'ICANN a aussi ajouté les petits États insulaires en développement [conformément à la liste des Nations Unies](#) pour tenir compte des inconvénients dus aux positions géographiques en plus des désavantages économiques.

La liste de [Pays et groupes de prêt](#) qui a été établie par la Banque mondiale et que l'ICANN utilise [est mise à jour](#) le 1er juillet de chaque année. Au cours des dernières années, de nombreux pays précédemment classés parmi les économies à revenu moyen sont passés à la catégorie des pays à revenu élevé. En ce qui concerne le programme de bourses, cela est devenu problématique. Malgré l'évolution générale de ces pays sur le plan financier, les particuliers peuvent souvent être encore considérés comme membres d'une collectivité mal desservie et désavantagée par rapport à l'écosystème de l'Internet et de l'ICANN. Il s'ensuit que le programme de bourses de l'ICANN perd de bons candidats potentiels originaires de ces pays qui ont été éliminés sur la base des mécanismes d'évaluation et critères actuels.

Le présent document résume une recherche réalisée pour éclairer les perspectives possibles d'amélioration des critères d'éligibilité et du processus de sélection du programme de bourses de l'ICANN. Il examine tout d'abord les critères de sélection de candidats qu'appliquent les programmes d'attribution de bourses de nature similaire et les compare à l'approche de l'ICANN. Il reverra par la suite les principaux objectifs et cibles du programme, sa déclaration de position, ainsi que d'autres

perspectives permettant d'améliorer les critères de sélection du programme de bourse.

Section 1 : Examen des critères de sélection de programmes d’attribution de bourse de nature similaire

Ce tableau vise à faciliter la comparaison entre différents programmes (similaires au programme de bourses de l’ICANN) quant à leur manière d’évaluer les candidats, en dressant une liste des critères de sélection comparables.

A. Programmes au sein de l’écosystème de l’Internet

Noms du programme et de l’organisation	Critères d’éligibilité ou de sélection associés aux « communautés mal desservies », à l’« inclusivité », etc.	Autres critères	Pour en savoir plus
Harvard Berkman Center for Internet and Society (Programme de stages)	La diversité en termes d’antécédents, de culture, d’expérience, d’origine nationale, de religion, d’orientation sexuelle et bien plus encore. La priorité est accordée aux personnes de couleur, aux femmes, aux membres de la communauté LGBTQIA et aux personnes handicapées, ainsi qu’aux demandes présentées par des chercheurs et praticiens de disciplines et méthodes de tous les domaines.	Avoir des exigences supplémentaires permettant de vérifier les compétences ainsi que les qualifications personnelles (voir ici)	À propos du programme : ici
Initiatives de renforcement de capacités de la Plateforme genevoise sur la gouvernance de l’Internet (Fondation Diplo)	Renforcement de capacité; jeunes professionnels de la gouvernance d’Internet originaires de pays en développement (liste de « pays en développement » et tranches d’âge non fournies)		Pour en savoir plus Plus sur l’approche de la Fondation Diplo concernant le renforcement des capacités : ici et ici Ne fournit pas une définition ou une liste des « pays en développement »
UIT ; bourse pour assister	Les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 2000	Cadre avec l’initiative	Critères d’éligibilité : ici

Noms du programme et de l'organisation	Critères d'éligibilité ou de sélection associés aux « communautés mal desservies », à l'« inclusivité », etc.	Autres critères	Pour en savoir plus
<p>au « Forum mondial sur les télécommunications d'urgence » (GET-2016)</p>	<p>USD</p> <p>L'UIT met l'accent sur « l'inclusion numérique », c'est-à-dire la promotion de l'accessibilité des TIC et leur utilisation en vue du développement social et économique de personnes ayant des besoins spécifiques, notamment les populations autochtones et les habitants des zones rurales ; les personnes handicapées ; les femmes et les filles ; les jeunes et les enfants.</p> <p>L'UIT dispose également d'un Programme spécial pour les Pays les moins avancés (PMA) et pour les petits États insulaires en développement (PEID) ; la Télécommunication d'urgence apporte une assistance ponctuelle (voir ici) et fortement différenciée aux PMA et aux PEID dans divers secteurs prioritaires clés.</p> <p>Les pays classés par l'UIT parmi les « pays ayant des besoins spéciaux ». Il s'agit de pays qui ont traversé des périodes de conflit armé, de trouble civil ou de guerre, et dont l'infrastructure des télécommunications a subi des dommages</p>	<p>Smart Sustainable Development Model (SSDM) qui « cherche à faire en sorte que les technologies de l'information et de la télécommunication soient mises à profit tant pour le développement que pour la gestion des catastrophes, l'objectif étant d'améliorer la vie de millions de personnes à travers le monde. »</p>	<p>En savoir plus sur l'inclusion numérique, ici</p> <p>La liste des pays les moins avancés de l'UIT : ici</p> <p>À propos du Programme spécial pour les PMA et les PEID : ici</p> <p>La liste des PEID de l'UIT : ici</p> <p>La définition des PMA par l'UIT : ici</p>

Noms du programme et de l'organisation	Critères d'éligibilité ou de sélection associés aux « communautés mal desservies », à l'« inclusivité », etc.	Autres critères	Pour en savoir plus
	considérables.		
Le Programme des ambassadeurs du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI)	L'égalité des chances pour les pays développés et en développement, les pays les moins avancés (PMA) tels que définis par les Nations Unies), les pays en développement et les pays en transition (aucune liste n'est fournie)		En savoir plus sur le FGI, ici . Les critères d'éligibilité du Programme des ambassadeurs du FGI sont disponibles ici .
Le Groupe consultatif multipartite du FGI (MAG)	Les membres du MAG sont sélectionnés de manière à assurer un équilibre entre les groupes de parties prenantes, tout en maintenant une représentation des régions et des sexes conforme aux procédures établies . (en savoir plus sur les critères d'éligibilité ici)	Les qualifications spécifiques requises y figurent aussi. Exemples : entretenir des liens substantiels avec leur groupe de parties prenantes respectif ; la capacité avérée de travailler au sein d'une équipe ; la participation active au processus en cours du FGI ; l'expérience et l'expertise dans les questions liées à la gouvernance de l'Internet ; la volonté de faire	Les critères d'éligibilité du FGI pour le financement des membres du MAG sont disponibles ici .

Noms du programme et de l'organisation	Critères d'éligibilité ou de sélection associés aux « communautés mal desservies », à l'« inclusivité », etc.	Autres critères	Pour en savoir plus
		du bénévolat. (disponibles ici)	
<p>Bourse de l'Internet Society (ISOC) pour l'IETF</p>	<p>Pays en développement (aucune définition fournie)</p> <p>La Bourse de l'Internet Society (ISOC) pour l'IETF fait partie du programme Next Generation Leaders (NGL) et cible uniquement les personnes originaires de pays en développement et y résidant, qui traditionnellement affichent de faibles taux de participation à l'IETF. La liste de ces pays n'est pas fournie.</p> <p>Les économies émergentes ou en développement qui ont les compétences et l'expérience techniques leur permettant de contribuer au travail de l'IETF et qui renforceraient la diversité des contributions. Cela dit, en ce qui concerne la bourse pour l'IETF, « la participation aux réunions de l'IETF deux technologues originaires d'économies émergentes ou en développement est, à l'heure actuelle, limitée » voir ici.</p> <p>(Aucune définition n'est offerte concernant les économies émergentes ou en développement. Cependant, de plus amples informations</p>	<p>Points clés sélectionnés :</p> <p>Accès Domaines de premier niveau géographiques (ccTLD)</p> <p>Interconnexion et échange de trafic (ITE)</p> <p>Point d'échange Internet (IXP)</p> <p>Personne ayant contribué à la communauté de la communication des données à un niveau local ou régional</p> <p>Pour le programme NGL : jeune professionnel(le) de l'Internet de 20 à 40 ans ; dévoué(e) à la mission de l'Internet Society</p> <p>Expertise diverse : milieu universitaire, secteur public,</p>	<p>En savoir plus sur le Programme de bourses de l'Internet Society pour le Groupe de travail de génie Internet (IETF) ici.</p> <p>Les critères de sélection de la bourse pour l'IETF sont disponibles ici et ici.</p> <p>En savoir plus sur le programme NGL ici.</p>

Noms du programme et de l'organisation	Critères d'éligibilité ou de sélection associés aux « communautés mal desservies », à l'« inclusivité », etc.	Autres critères	Pour en savoir plus
	sont disponibles ici)	industrie, et société civile, du monde entier.	
Open Tech Fund		<p>Les personnes ou les groupes vulnérables habituellement en raison d'une flambée de la censure ou de la surveillance dans des environnements répressifs. Les groupes vulnérables comprennent les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les ONG, les activistes, les blogueurs ainsi que d'autres faisant face à des menaces numériques.</p>	<p>En savoir plus sur la bourse Rapid Response : https://www.opentech.fund/fellowships/rrfpici</p> <p>Formulaire de candidature</p>

B. Programmes en dehors de l'écosystème de l'Internet

Noms du programme et de l'organisation	Critères d'éligibilité ou de sélection associés aux « communautés mal desservies », à l'« inclusivité », etc.	Autres critères	Pour en savoir plus
Initiative de stages de l'Organisation mondiale du commerce	<p>Le mandat de l'OMC fait une large place aux pays en développement. (Les États membres de l'OMC définissent eux-mêmes le statut de leurs pays comme étant en développement ou développé. La liste des pays actuellement en développement selon l'OMC n'est pas disponible sur son site Web.)</p> <p>Un certain nombre d'initiatives de stages de l'OMC vise des PMA, voir ici. La liste des PMA de l'OMC est disponible ici.</p>	<p>Critères d'éligibilité pour le programme de stages de l'OMC :</p> <p>Les stagiaires sont recrutés parmi les ressortissants de Membres de l'OMC et de pays et de territoires douaniers au stade des négociations d'adhésion. De plus amples informations sont disponibles ici</p> <p>Sont éligibles au programme de stages des adhérents à l'OMC 1) les ressortissants de PMA ou de pays en développement qui sont déjà membres de l'OMC, ou ; 2) les ressortissants de pays ou de territoire douanier ayant déjà entamé le processus d'adhésion à l'OMC. De plus amples informations sont disponibles ici</p>	<p>L'OMC n'a pas défini les expressions « pays développés » ou « pays en voie de développement ». Au sein de l'OMC, les pays en développement sont désignés comme tels sur la base d'une libre sélection bien que cela n'est pas nécessairement automatiquement accepté dans tous les organes de l'OMC. En savoir plus ici.</p> <p>La liste des pays membres de l'OMC est disponible ici.</p> <p>Les États membres de l'OMC définissent eux-mêmes le statut de leurs pays comme étant en développement ou développé. La liste des pays actuellement en développement selon l'OMC n'est pas disponible sur son site Web.</p> <p>Un certain nombre d'initiatives de stages de l'OMC vise des PMA, voir ici. La liste des PMA de l'OMC est tirée de la liste des Nations Unies et peut être consultée ici. Et voici plus d'informations sur la façon dont les Nations Unies définissent les PMA et sur les indicateurs qu'ils utilisent pour les identifier</p>
Bourse de la	Les femmes originaires		En savoir plus sur le

Noms du programme et de l'organisation	Critères d'éligibilité ou de sélection associés aux « communautés mal desservies », à l'« inclusivité », etc.	Autres critères	Pour en savoir plus
<p>Schlumberger Foundation pour le programme UNESCO-IHE</p>	<p>d'économies en développement et émergentes. En savoir plus ici. (L'indice de développement humain des Nations Unies (IDH) est utilisé pour vérifier l'éligibilité.)</p>		<p>programme, ici.</p> <p>« Faculty for the Future est axé sur les pays en développement et les pays émergeant. Considérer un pays comme avancé, en développement ou émergeant est un sujet complexe et souvent controversé.</p> <p>La liste des PEID de l'UNESCO</p> <p>Faculty for the Future ne puise pas dans une source ou liste unique, mais constitue sa liste de pays éligibles à partir d'un certain nombre de sources, et cela permet l'incorporation du niveau de développement relatif à la science, à l'égalité des sexes ou à l'éducation par exemple.</p> <p>La source la plus significative que le programme met à profit est l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies, y compris l'indicateur du développement par sexe et l'indicateur de la participation des femmes ainsi que les indicateurs du niveau éducationnel des adultes. On entend par pays en développement</p>

Noms du programme et de l'organisation	Critères d'éligibilité ou de sélection associés aux « communautés mal desservies », à l'« inclusivité », etc.	Autres critères	Pour en savoir plus
			<p><u>les pays qui obtiennent une valeur moyenne ou faible dans le classement de l'IDH des Nations Unies.</u> Les demandes provenant de <u>pays émergents (c'est-à-dire, de pays ayant obtenu un taux de croissance élevé dans l'IDH)</u> peuvent occasionnellement être octroyés des bourses si le pays en question a obtenu un faible indice d'inégalité entre les sexes. La liste de pays de Faculty for the Future est révisée chaque année et, les niveaux de développement étant variables, les pays peuvent figurer une année sur la liste et ne pas y figurer l'année suivante, ou vice versa. »</p> <p>Liste des pays les moins avancés établie par les Nations Unies</p> <p>Rapport sur le développement humain 2015 réalisé par le PNUD</p> <p>Classement IDH global (Liste de pays) 2014</p> <p>Données intégrales de l'IDH 2015 par indicateur, année et pays</p> <p>Carte interactive de l'IDH</p>

Noms du programme et de l'organisation	Critères d'éligibilité ou de sélection associés aux « communautés mal desservies », à l'« inclusivité », etc.	Autres critères	Pour en savoir plus
			En savoir plus sur le calcul de l'IDH et ses données brutes
International Climate Protection Fellowship (Humboldt Foundation)	Pays en développement et économies émergentes. En savoir plus ici . (La liste des pays en développement peut être consultée ici . Aucune liste ou définition n'est offerte pour les « économies émergentes »)		<p>La liste des « pays en développement » se trouve ici. La liste des pays en développement est basée sur les informations fournies par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Le programme International Climate Protection Fellowship a exclu de sa liste le seuil européen et les pays en développement.</p> <p>En savoir plus sur le Programme de bourses ici.</p>
Bourses du Catholic Academic Exchange Service (KAAD) en Allemagne	Pays en développement ou émergents de l'Afrique, de l'Asie, du Moyen-Orient ou de l'Amérique latine. Une liste des pays de chaque région est disponible ici		Les bourses KAAD sont conçues pour les diplômés et les universitaires qui ont déjà un acquis professionnel et qui s'intéressent à des études de troisième cycle (ou à des séjours de recherche) en Allemagne. En savoir plus ici .
Fondation Aga Khan — Programme de bourses internationales		Désigne des pays spécifiques de l'Asie du Sud, dont la liste est disponible ici . Accepte des candidats de moins de 30 ans. Personnes particulièrement	

Noms du programme et de l'organisation	Critères d'éligibilité ou de sélection associés aux « communautés mal desservies », à l'« inclusivité », etc.	Autres critères	Pour en savoir plus
		<p>démunies financièrement CV solide et pertinent. Voir ici.</p> <p>Conditions relatives à la résidence : La Fondation accepte uniquement les demandes de ressortissants éligibles (liste fournie) qui résident dans l'un des pays où il existe des bureaux locaux pour la Fondation Aga Khan, les services d'éducation de l'Aga Khan, ou une commission d'éducation de l'Aga Khan pouvant traiter les demandes et interviewer les candidats.</p>	
<p>Bourse des Nations Unies RAF Memorial Fellowship destinée aux journalistes originaires de pays en développement</p>		<p>Ne sont éligibles que 35 pays dont la liste, toutefois, ne figure pas sur le site Web. La limite d'âge est fixée à 35 ans. Pour en savoir plus</p>	<p>Le Journalists Fellowship Programme a été créé en 1980 par l'Assemblée générale des Nations Unies dans le but d'exposer des journalistes débutants et de niveau intermédiaire originaires de pays en développement aux activités de l'Organisation. En savoir plus ici.</p>

Points saillants de la recherche :

- Dans l'espoir d'accroître et de maintenir la diversité des participants dans les réunions d'élaboration de politiques et d'y faire entendre les voix des communautés mal desservies, la plupart des organisations de l'écosystème de l'Internet semblent s'aligner sur des objectifs de

développement généralement définis tels que les objectifs de développement durable et les objectifs du Millénaire pour le développement qui ont été mis en place par l'Assemblée générale des Nations Unies. Les indicateurs permettant de vérifier le « développement » souvent semblent être économiquement déterminés. Peut-être parce que ce facteur est le plus facile à mesurer. Le même type de critère semble être utilisé pour identifier « les communautés mal desservies ». Par conséquent, la plupart des organisations choisissent de soutenir les participants dont les pays figurent sur différentes listes de « pays en développement », « d'économies émergentes » et « de pays les moins avancés ». Certaines organisations font une place également à des candidats originaires des pays identifiés comme « petits États insulaires en développement », ou de certains pays sans littoral, ces deux derniers groupes étant surtout ajoutés pour tenir compte des disparités dans l'accès aux moyens de transport.

- Il est important de souligner que la définition et les indices utilisés par diverses organisations pour identifier les « pays en développement » ne sont pas toujours conformes. Certaines, dont l'ICANN, utilisent la liste de la Banque mondiale. D'autres utilisent des données brutes sur les PIB nationaux produites par les Nations Unies ainsi que d'autres informations, mais possèdent leur propre système d'utilisation des données qui leur permet de créer leur propre règle pour établir leur liste de pays. Dans certaines organisations telles que l'Organisation mondiale du commerce, les pays membres se déclarent eux-mêmes « développés », « en développement » ou « moins avancé ». Les données des Nations Unies semblent être la source utilisée par le plus grand nombre d'organisations pour identifier les « pays en développement », et peuvent être consultées [ici](#). La liste des [Pays les moins avancés \(PMA\)](#) et la liste des [petits États insulaires en développement \(PEID\)](#) sont également couramment utilisées. Certaines organisations ont aussi recours aux [Rapport sur le développement humain des Nations Unies](#).
- Dans tous les cas, il est évident que les indices économiquement déterminés ne suffisent pas pour vérifier si le candidat est originaire d'une « communauté mal desservie ». En outre, se baser sur une liste unique de pays en développement pourrait se révéler insuffisant certes, même si les difficultés financières sont considérées comme étant le meilleur indicateur pour identifier les communautés mal desservies.
- Certaines organisations semblent opter pour la solution facile qui consiste à ajouter la liste des « économies émergentes ». Il reste que trouver une liste fiable des « économies émergentes » constitue également un défi. Certaines sources largement utilisées à l'heure actuelle sont [le Fonds monétaire international](#), le [FTSE Group](#), le [MSCI](#), le [Russel Investments, S&P](#), le [Dow Jones](#), et la Columbia University [Emerging Market Global Players List \(EMGP\)](#). En outre, le taux de croissance annuelle de l'IDH est un bon indicateur pour distinguer entre les économies émergentes, les pays en développement et les pays développés. Mais cette approche ne résout pas non plus les défis que pose la distinction entre un individu et l'état

global de son pays respectif en matière de développement économique.

- Les indices multiples peuvent être utilisés pour vérifier le statut d'un pays identifié comme en développement. De plus, en fonction de l'aspect du développement le plus pertinent aux objectifs de l'organisation, le classement des pays sur la base de ces aspects spécifiques peut s'avérer un mécanisme supplémentaire utile aux fins de l'évaluation. L'indice de développement humain des Nations Unies (IDH) semble tenir compte de divers [facteurs](#) importants, tels que l'éducation, le niveau de vie, l'espérance de vie et peut servir pour classer les pays sur la base de chacun des facteurs séparément. En outre, d'autres indices du [Rapport sur le développement humain](#), tels que les tendances en matière de développement humain, [le développement par sexe](#), [la correction des inégalités](#), [l'inégalité entre les sexes](#), et [indice de pauvreté multidimensionnelle](#), peuvent être utilisés de façon sélective.
- « L'indice de pauvreté multidimensionnelle » de l'IDH peut-être un bon indicateur pour l'identification des pays les plus susceptibles d'avoir des « populations mal desservies ». Voir le tableau 6 du [présent document](#).
- En 2015, la Commission financière de l'UNESCO a [soutenu](#) l'appel à la contestation du classement des pays en matière de développement en fonction du produit intérieur brut: « Nous recommandons la révision du PIB comme base de la catégorisation économique des États en petites, moyennes et grandes catégories que des organisations financières mondiales comme la Banque mondiale ont mis en avant, car cette approche ne tient pas compte des énormes disparités quant au revenu, au niveau de pauvreté et aux inégalités qui existent au sein d'un même pays. »
- Outre les facteurs économiques et géographiques, la race et le sexe peuvent contribuer aux inégalités. Certaines organisations accordent donc une priorité à la sélection parmi les minorités, même au sein de pays développés. Les groupes minoritaires peuvent comprendre les personnes de couleur, les femmes, les populations autochtones, la communauté LGBTQIA ainsi que les personnes handicapées.
- La plupart des organisations se créent également des critères spécifiques de façon à assurer la réalisation de leurs objectifs stratégiques uniques. Exemples : la sélection de personnes exerçant certaines professions ou ayant une expertise spécifique ; les personnes d'un certain âge, la sélection de pays affichant de faibles taux de participation ; la définition de critères alignés sur les objectifs de développement durable, sur les orientations du SMSI+10, etc. l'éligibilité pourrait également être fondée sur le mérite et exiger certaines qualifications et compétences spécifiques.
- Il semble que le fait de mal s'exprimer en anglais pourrait constituer un autre obstacle qui rendrait «sous-représentés» ou «défavorisés» certains candidats. On ne sait pas exactement comment différentes organisations abordent ce problème.

Section 2 : Examen des définitions et des objectifs

Objectifs actuels du Programme de bourses de l'ICANN vs. description énoncée sur le site Web :

Objectif primordial du programme : Renforcer le **modèle multipartite** en faisant entendre des **voix plus diversifiées** au sein de l'ICANN en vue d'une **prise de décision plus inclusive**, représentative de la communauté mondiale de l'ICANN.

Le tableau ci-dessous relie des objectifs spécifiques à leurs résultats respectifs afin de vérifier les points forts et de mettre en évidence les domaines à améliorer.

Objectifs du programme de bourses de l'ICANN	Déclarations respectives actuelles	Mesures respectives actuelles	Possibilités d'amélioration
Diversité (en termes de champs d'intérêt et d'expertise)	« Ce programme cherche à créer une base plus large et plus régionale de parties prenantes bien informées », voir ici	Les candidats sont classés en fonction de leurs réponses à un certain nombre de questions énumérées ici qui reflètent leur diversité en termes d'intérêt et d'expertise	Cette priorité peut être plus prononcée dans les critères de sélection. Le formulaire de demande peut être amélioré afin de capturer des données plus pertinentes.
Diversité (en termes de race, sexe, origine ethnique, région géographique, etc.)	« Ce programme cherche à créer une base plus large et plus régionale de parties prenantes en prenant contact avec les régions moins développées du monde », voir ici	<p>Priorité accordée aux femmes</p> <p>Priorité accordée aux candidats de plusieurs pays</p> <p>Les candidats seront classés au sein des régions par ordre de préférence (source) et sur la base de leurs réponses à un certain nombre de questions énumérées ici.</p> <p>Des points supplémentaires sont accordés aux candidatures qui proviennent de la région où se tiendra la réunion de l'ICANN correspondant au</p>	<p>Pour éviter toute discrimination involontaire à l'égard de candidats convenables et pour attirer des candidats plus diversifiés pouvant mieux aider à favoriser le renforcement des capacités au sein du modèle multipartite de l'ICANN, la sélection ne peut exclure les candidats dont le pays est une économie émergente ou même un pays développé.</p> <p>Aussi, afin d'avoir une approche plus sophistiquée, plus fiable et plus évolutive à la sélection des candidats, les critères de sélection peuvent être plus stratégiquement liés aux objectifs.</p>

Objectifs du programme de bourses de l'ICANN	Déclarations respectives actuelles	Mesures respectives actuelles	Possibilités d'amélioration
		cycle de bourse en question. (source)	
Inclusivité, « soutenir la participation des groupes traditionnellement sous-représentés » (de ce document)	« en prenant contact avec les régions moins développées du monde ». Voir ici	Sélection de boursiers originaires de pays moins avancés, en développement et de PEID.	Appartenir à une « région moins avancée » n'inclut pas automatiquement toutes les communautés mal desservies et sous-représentées. Par conséquent, les critères de sélection devraient être améliorés afin de mieux identifier les candidats provenant de communautés mal desservies.
Renforcement des capacités afin d'accroître la participation mondiale au sein du modèle multipartite de l'ICANN	Renforcer les capacités au sein du modèle multipartite de l'ICANN voir ici Sont choisis les candidats qui : 1. agissent comme une ressource pour le Conseil et le personnel de l'ICANN en leur donnant des informations et des retours sur la planification, la mise en œuvre et l'évaluation du programme de bourses selon les besoins ; 2. mènent des activités de sensibilisation en soutien au programme de bourses et créent	L'agenda du Programme de bourses, l'expérience acquise par les boursiers grâce à ce programme (voir ici)	Le programme de bourses porte ses fruits puisque les boursiers sont censés rester engagés et redonner à la communauté, contribuant ainsi aux efforts de renforcement des capacités. Le mécanisme de sélection peut donc être amélioré afin de permettre la sélection de candidats plus susceptibles de rester engagés et actifs et de redonner à la communauté de l'ICANN.

Objectifs du programme de bourses de l'ICANN	Déclarations respectives actuelles	Mesures respectives actuelles	Possibilités d'amélioration
	<p>un groupe de potentiels futurs membres du comité de sélection.</p> <p>sources</p>		
<p>Légitime, efficace et en constante évolution. (voir ici)</p> <p>Transparent</p> <p>Responsable</p>	<p>programme lié aux ressources utilisant une source externe pour vérifier l'éligibilité des pays</p> <p>Modifications et mises à jour périodiques (exemple : ajout des PEID)</p>	<p>Les candidats doivent être des ressortissants de pays éligibles qualifiés par la Banque mondiale d'économies à faible revenu, à revenu moyen inférieur et à revenu moyen supérieur ou figurant sur l'un des trois (3) groupements des Nations Unies pour les pays en développement, les pays moins avancés ou les PEID</p>	<p>Les critères de sélection du programme peuvent être améliorés afin de garantir des mesures plus sophistiquées et inclusives pour identifier les candidats appropriés. Une approche qui ne serait pas involontairement discriminatoire envers les demandeurs, car s'inspirant d'une liste de pays plutôt arbitraire. En outre, une approche plus axée sur les objectifs et fondée sur le mérite.</p>

Extraits des déclarations de l'ICANN soulignant la mission de l'organisation, sa vision et ses valeurs

- Au cœur de la définition de politiques de l'ICANN, on trouve ce que l'on appelle un « modèle multipartite ». Il s'agit d'une approche communautaire à l'élaboration de politiques et à l'engagement international, qui est basée sur le consensus. L'idée est justement que la gouvernance d'Internet devrait reproduire la structure de l'Internet lui-même, sans frontières et ouvert à tous. [Source.](#)
- L'approche de l'ICANN devrait être « légitime, efficace et en constante évolution ». Cela signifie qu'elle devrait être « inclusive, intelligente, transparente, agile et innovante, rentable, responsable, juridictionnelle, et respecter le principe de la subsidiarité ». [Source.](#)
- Il est important « d'habiliter la communauté mondiale afin qu'elle puisse envisager la prise de décisions de manière participative » [Source.](#)
- « L'ICANN pourrait soutenir la participation des groupes traditionnellement sous-représentés »

- Pourrait « tirer parti de la concentration des différents intérêts, groupes, individus et pays pour contribuer au processus visant à rendre l'ICANN plus représentative, transparente et responsable. » [Source](#).
- « Le forum public doit accueillir non seulement un volume plus grand et plus diversifié de parties prenantes, mais aussi un plus grand volume de questions diversifiées - par exemple, celles découlant du programme des nouveaux gTLD ainsi que des sujets émergents comme la confidentialité et la sécurité des données » [Source](#).
- L'ICANN a deux missions générales quant à la participation : 1) mener et promouvoir, au niveau mondial, une sensibilisation au sujet de l'ICANN et de son rôle dans l'écosystème de la gouvernance de l'Internet, et 2) créer des mécanismes de participation qui exploitent et soutiennent la participation à l'ICANN [Source](#).
- La recherche et le soutien d'une participation étendue et éclairée qui reflète la diversité fonctionnelle, géographique et culturelle de l'Internet, à tous les niveaux de l'élaboration de politiques et de la prise de décision [source](#).

Définir les « Communautés mal desservies » :

La formule qu'utilisent diverses organisations locales et internationales examinées aux fins du présent rapport afin de définir l'expression « communautés mal desservies » est liée à des facteurs sociaux, économiques et environnementaux qui entravent la capacité d'un individu à développer ses pleines capacités et à bénéficier de services auxquels, en d'autres circonstances, il aurait eu accès. Par exemple, la pauvreté, la race, l'ethnicité, l'âge, le sexe, l'incapacité physique, ainsi que des facteurs tels que le revenu, l'hygiène et l'absence d'une source habituelle de soins ou de services comme l'éducation de base, les services de santé et les moyens de transport en commun. Les populations mal desservies rencontrent souvent des obstacles à la participation au processus d'élaboration de politiques.

La définition proposée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) désigne des personnes qui 1) sont géographiquement isolées des fournisseurs de service ; 2) linguistiquement isolées des fournisseurs de services ; 3) sont culturellement et socialement isolées des organes de la province ou de l'État ; ou 4) ne disposent pas de ressources sociales et économiques suffisantes pour accéder aux soins disponibles.

Les projets internationaux qui visent à servir les régions mal desservies et qui sont de nature similaire au programme de bourses de l'ICANN choisissent l'aspect de la définition qui correspond le mieux à leurs objectifs. Un grand nombre se focalise sur la pauvreté comme indicateur principal et relie donc cette définition aux régions qui ont été identifiées comme les moins avancées ou en développement. Mais comme [l'indique](#) Mike Zupke (ICANN) dans sa présentation « Soutenir le secteur du DNS dans les régions mal desservies » (ICANN #49 — Singapour, mars 2014), « Nous utilisons cette terminologie (région mal desservie) non pas parce que ces défis sont nécessairement spécifiques à une économie ou une région géographique, mais parce que nous reconnaissons que certains défis peuvent être spécifiques à une région et que nous constatons que le marché pourrait être mieux desservi ».

Définir le « Renforcement des capacités » :

Selon la [Proposition At-Large visant le renforcement de capacités au sein de l'ICANN – Espace de travail 2012](#), «La nature du renforcement des capacités est impossible à définir sans examiner les fonctions fondamentales de l'ICANN qui coordonnent ce qui suit :

- l'affectation et l'attribution de trois ensembles d'identificateurs uniques pour l'Internet, à savoir :
 - les noms de domaine ;
 - les adresses du protocole Internet et les numéros du système autonome ;
 - les numéros de ports de protocole et de paramètres ;
- le fonctionnement et l'évolution du système des serveurs de noms racine du DNS ;
- la coordination de l'élaboration des politiques associées de façon raisonnable et pertinente à ces fonctions techniques.

Le besoin de renforcer les capacités est évident tant au sein de l'ICANN que dans la communauté mondiale pour permettre une participation significative. La participation significative consiste à comprendre les questions et à s'engager dans un dialogue constructif et riche en ce sens. L'univers de l'Internet est complexe de par sa construction même. Aux fins spécifiques des aspects de coordination de l'ICANN, il est absolument essentiel que la méthodologie d'une telle initiative de renforcement des capacités soit **déterminée correctement** de manière à répondre aux besoins croissants de l'ICANN ».

L'ICANN déclare qu'elle assure un « renforcement des capacités pour soutenir les parties prenantes dans la divulgation, la compréhension, le suivi et l'action liés à l'information contractuelle ». Et qu'elle facilite le « financement pour soutenir la participation publique aux marchés publics ». Dans le document [En quête d'un modèle d'ICANN adapté au XXIe siècle](#), « la participation significative à l'ICANN » est énoncée comme étant l'objectif des initiatives de renforcement des capacités au sein de l'ICANN.

En ce qui concerne le programme de bourses, le renforcement des capacités au sein du modèle multipartite de l'ICANN est l'objectif primordial du programme ; il vise à renforcer le modèle multipartite en faisant participer des voix plus diversifiées à l'ICANN de manière à obtenir une prise de décisions plus inclusive, représentative de la communauté mondiale de l'ICANN.

Enseignements cruciaux et opportunités pour l'ICANN

- Relier plus étroitement les critères de sélection de demandeurs de bourses aux objectifs spécifiques de l'ICANN (objectifs du programme) au lieu de les relier à des objectifs de développement général. Une façon de le faire consiste à rendre les critères de sélection plus axés sur le mérite et les aligner sur les différents objectifs et besoins des parties prenantes de l'ICANN.

- Autre que la liste de pays en développement mise au point par la Banque mondiale, il pourrait y avoir de meilleures façons d'utiliser des indices externes fiables afin d'élaborer un système objectif approprié pour la sélection des pays. Exemples :
 - L'ICANN pourrait annoncer que seules les personnes originaires de pays dont le PIB par habitant est inférieur à 20 000 USD peuvent présenter une demande pour le programme de bourses. Les données des Nations Unies, telles que celles qui sont disponibles [ici](http://unstats.un.org) (unstats.un.org) pourraient servir à vérifier quel pays correspond à quelle catégorie. La [Penn World Table](#) représente également une ressource adéquate. Une autre option consiste à examiner le taux de croissance en plus du PIB pour pouvoir identifier et comprendre les « marchés émergents ».
 - Ajouter l'inégalité des revenus au nombre des facteurs de vérification d'éligibilité. Les données des Nations Unies pourraient servir de référence : <http://data.un.org/DocumentData.aspx?q=income+inequality&id=365>. L'[indice de développement humain ajusté aux inégalités établi par les Nations Unies](#) pourrait être un indice important et servir de remplacement à la liste de la Banque mondiale.
 - Utiliser une combinaison de listes établies par la Banque mondiale, telles que les classements de pays sur la base du « développement urbain », du « secteur privé », du « développement social », de « la science et la technologie », du « sexe », etc. En savoir plus ici : www.data.worldbank.org/topic
 - Accepter les candidats originaires des « économies émergentes » en plus des pays qui figurent actuellement sur la liste de la Banque mondiale (ceci rajoutera certains pays qui ont été supprimés de la liste de pays en développement de la Banque mondiale). Les sources pouvant être utilisées pour la vérification sont les suivantes : [le Fonds monétaire international](#), le [FTSE Group](#), le [MSCI](#), le [Russel Investments, S&P](#), le [Dow Jones](#), et la Columbia University [Emerging Market Global Players List \(EMGP\)](#).

- Selon que l'ICANN est tenue ou pas, ou estime nécessaire ou pas, de concevoir le programme de bourses en accord avec des objectifs définis par les Nations Unies ou d'autres organisations internationales similaires, les critères de sélection du candidat peuvent être modifiés en conséquence.

- Examiner ce qui a fonctionné dans la pratique par le passé. Y a-t-il un modèle récurrent / des caractéristiques communes aux meilleurs boursiers qui pourraient éclairer l'approche aux sélections futures ?

- La plupart des programmes qui ont été étudiés aux fins du présent rapport semblent être liés à une initiative de développement qui oriente leur conception des critères de sélection du candidat. En supposant que l'ICANN n'a pas les mêmes obligations qu'une agence de développement, elle devrait pouvoir se permettre de fixer des critères de sélection qui accordent la priorité aux mandats uniques qui lui sont dévolus, et qui peuvent s'aligner ou ne

pas s'aligner sur certains objectifs de développement.

- En utilisant [l'indice de développement humain des Nations Unies](#), l'ICANN pourrait choisir des indicateurs spécifiques qui aideraient à sélectionner les pays correspondant le mieux aux objectifs/mandats de l'ICANN. Voir tous les tableaux du [présent document](#).

Conclusion

Notre engagement à soutenir et à renforcer dans le modèle multipartite l'approche ascendante à la prise de décision est une valeur fondamentale de l'ICANN. Cet engagement se concrétise et s'élargit grâce au département chargé du développement et de la responsabilité publique (DPRD) dont le travail cherche à renforcer l'inclusivité mondiale étant donné qu'il recherche et intègre la contribution de la communauté sur ses activités et programmes. Afin de répondre aux exigences du paysage mondial en évolution, l'ICANN, et le DPRD en particulier, continueront à examiner les approches et les programmes et les développer de manière à satisfaire aux besoins des participants actuels et futurs.

En appliquant l'ensemble actuel de critères de sélection qui accorde l'exclusivité aux candidats originaires de pays identifiés comme « à revenu faible » ou « moyen » par la Banque mondiale, le programme de bourses perd de bons candidats potentiels originaires de pays qui ont été « supprimés » de cette liste ; bien que les candidats appartiennent toujours à des communautés mal desservies et/ou sous-représentées dans l'écosystème de l'Internet. Outre les facteurs économiques et géographiques, notre communauté en évolution examine les lacunes dans la composition en ce qui concerne les minorités. D'importants secteurs de notre communauté Internet mondiale peuvent être exclus davantage par suite d'une telle sous-représentation. Par là même, il serait approprié d'accorder également la priorité aux candidats appartenant à des communautés mal desservies ou défavorisées, même au sein des pays développés. Les communautés mal desservies peuvent comprendre les personnes de couleur, les femmes, les populations autochtones, la communauté LGBTQIA, les personnes handicapées, etc. Pour être plus précis, la priorité serait accordée aux personnes dont la capacité de développer leur plein potentiel est entravée par des facteurs sociaux, économiques et environnementaux tels que la pauvreté, la race, l'origine ethnique, l'âge, le sexe, l'incapacité physique et l'absence d'une source habituelle de soins ou de services comme l'éducation de base, les services de santé et les moyens de transport en commun. Les populations mal desservies rencontrent souvent des obstacles à la participation au processus d'élaboration de politiques.

En allant de l'avant, le programme de bourses peut devenir un mécanisme de renforcement de capacités encore plus précieux et efficace au sein du modèle multipartite s'il s'attache davantage à faire participer les personnes à l'ICANN par le biais d'un système fondé sur le mérite, guidé par des objectifs précis, qui fait des objectifs uniques de l'ICANN et des besoins de ses parties prenantes une priorité dans l'inclusion de toutes les voix souhaitables et diversifiées. L'équipe du projet devrait chercher à renforcer les critères de sélection et les relier plus stratégiquement aux objectifs et valeurs de l'organisation et de la communauté en accordant la priorité dans l'évaluation des demandes aux candidats qui, outre leurs besoins financiers et le fait d'appartenir à des communautés mal desservies : semblent plus susceptibles de redonner à la communauté de l'ICANN ; ont une expertise spécifique ou des perspectives professionnelles qui n'ont pas été précédemment représentées ; sont

originaires de pays ou de régions qui affiche traditionnellement un faible taux de participation et/ou représentent des minorités mondialement reconnues comme indiqué plus haut. Nous devrions continuer à assurer un équilibre entre les sexes, les nationalités et les secteurs, même dans le processus de sélection.